



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Ici comme à Chypre, ne laissons pas les banquiers décider de nos vies !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 28 MARS 2013

Rien ne va plus à Chypre, le plus petit pays de la zone euro.

Les banques ont été fermées, avec impossibilité d'utiliser les cartes bancaires ou les chèques pour payer ses dépenses courantes. Les retraits d'espèces dans les distributeurs ont été limités à 100 euros par jour. Les stations service menacent de fermer, la pénurie guette les supermarchés.

Tout le monde redoute pourtant la réouverture des banques car la population risque de se précipiter pour retirer l'argent déposé sur les comptes des deux principales banques du pays, dont l'une est carrément déclarée en faillite et l'autre mise sous respirateur artificiel.

La menace d'un krach bancaire généralisé à toute l'Europe n'a plus rien d'un scénario de science-fiction.

UNE SOCIÉTÉ MALADE DE LA FINANCE

La semaine dernière, le FMI, les gouvernements français et allemand, la Banque centrale européenne ont voulu imposer à Chypre un plan dit « de sauvetage » qui visait à taxer toute épargne de 6,75% à partir de 1 euro et 9,9 % au-dessus de 100 000 euros.

Ces ponctions étaient censées rapporter 5,8 milliards d'euros exigés en contrepartie et complément d'une aide de 10 milliards d'euros pour renflouer les banques du pays. Un plan de sauvetage de près de 16 milliards d'euros, soit l'équivalent du PIB de tout le pays !

L'équivalent de toutes les richesses produites sur un an à Chypre aurait été ainsi donné à des banques qui ont bénéficié d'un régime fiscal particulièrement avantageux et qui sont aujourd'hui au bord de la faillite car elles ont spéculé sur la dette des autres en particulier de la Grèce.

C'EST LEUR SYSTÈME

QU'ILS VEULENT SAUVER !

Devant la révolte de la population, puis le lâchage de sa propre majorité au Parlement, le gouvernement a dû reculer. Finalement, dimanche, un plan a été imposé qui ne prévoit la taxation des avoirs bancaires qu'au-dessus de 100 000 euros. Les dirigeants européens, français en tête,

prétendent que leur nouveau plan s'attaque au paradis fiscal qu'est Chypre et protège les petits épargnants !

Il en faut du cynisme pour dire ça ! Depuis des mois, la population chypriote subit une forte aggravation du chômage et la chute de ses revenus. Sur une île de 700 000 habitants, les milliers de licenciements dans le secteur bancaire vont provoquer une onde de choc énorme.

Dans tous les pays qui ont subi ce genre « de sauvetage », les petits commerces ferment, les retraités et les travailleurs sont réduits à la misère, l'économie plonge dans la dépression.

LES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ,

UN RACKET

«*Le cas de Chypre et de son secteur bancaire est unique*», disent les proches de Hollande pour rassurer l'opinion.

Peut-être, mais il n'empêche que la tentative de hold-up chypriote est en cohérence avec les politiques d'austérité qui alimentent, partout en Europe, les plans de sauvetage des banques ou les subventions et autres cadeaux aux patronat.

C'est la même politique qui est à l'œuvre dans toute l'Europe où les classes dominantes s'approprient, grâce à la politique des États, une part croissante des richesses qu'elles volent à la collectivité, aux travailleurs qui les produisent, puis les dilapident en les jouant au casino de la finance.

EXPROPRIER LES VOLEURS

Face à la mainmise des banques et du Medef sur l'État, nous n'avons pas d'autres moyens pour imposer une autre politique que de nous organiser, de nous mobiliser.

Nous devons préparer l'affrontement avec le gouvernement et ses amis pour faire triompher nos droits en remettant en cause ceux des banquiers et des patrons.

Il faut mettre les voleurs hors d'état de nuire en expropriant les financiers et en créant un monopole public bancaire pour mettre l'économie au service de la population et non d'une minorité parasite.

RENAULT DACIA :

GRÈVE VICTORIEUSE SUR LES SALAIRES !

En pleines négociations sur la Convention collective, un mouvement de grève avait démarré le mercredi 20 Mars, dans l'usine roumaine de Pitesti.

Un mouvement "spontané" a arrêté la production une journée et demie. Les salariés de la marque « à bas coûts » du groupe Renault réclamaient une hausse correspondant à 25% de leur salaire. A noter que la direction du SAD, principal syndicat « maison », s'est désolidarisée des participants à la grève !

Le salaire brut moyen de l'entreprise étant de **837 euros**, les syndicalistes en lutte réclamaient initialement une augmentation mensuelle fixe de **148 euros** en deux tranches et une majoration des primes.

Au lendemain d'une manifestation ayant réuni plusieurs milliers de salariés à Pitesti, la direction a rapidement cédé, face à la grève, une augmentation mensuelle de **133 euros** brut en deux versements, ainsi qu'une prime annuelle de 330 euros.

Jugeant le « compromis » acceptable, les salariés ont décidé de reprendre le travail. Grève victorieuse aujourd'hui en Roumanie contre les salaires « low cost », grève aujourd'hui en France contre le blocage des salaires et les accords « pourris » ? Grèves demain en Turquie ? Au Maroc ? En Russie ? En Espagne ou au Portugal ?...

Face à la mondialisation capitaliste, à la mise en concurrence des travailleurs, les réponses du mouvement ouvrier se condamneraient à l'inefficacité si elles devaient rester limitées à l'intérieur des frontières nationales.

Pour le NPA, l'exploitation capitaliste n'a pas de frontières. Face à cela, construire de nouvelles solidarités ouvrières internationales reste pour les révolutionnaires anticapitalistes une urgence. Bravo aux salariés de Renault Dacia ! « Même patron, même combat ».

EN ÉTÉ COMME EN HIVER, NON AUX EXPULSIONS DE LOGEMENT

Le gouvernement a décidé de reporter au 30 mars la date fatidique de la fin de la trêve hivernale ; date à partir de laquelle les expulsions de logement peuvent reprendre.

Difficile de faire moins, l'hiver ayant, lui aussi, décidé de reporter sa date de fin. C'est toujours 15 jours de gagnés pour celles et ceux qui sont menacés par une décision de justice d'être expulsés de leur logement. Encore faut-il qu'ils ne soient pas squatters ou Roms, parce que dans ces cas, il n'y a pas de répit. Et dans ce domaine, Valls se comporte en digne successeur de Sarkozy.

L'expulsion du logement est une pratique barbare. Logements trop chers ou sinon insalubres, squatts ou bidonvilles : la situation est catastrophique pour toutes les victimes de la crise,

du chômage, de la précarité des revenus, de la pénurie des logements. Sans compter les coupures de gaz et d'électricité. Il y a là une violence sociale honteuse contre les plus démunis. Ce n'est pas seulement en hiver, mais toute l'année que les expulsions, les coupures de gaz, d'électricité... devraient être interdites. Quand il s'agit d'envoyer l'armée au Mali ou de multiplier les aides de toutes sortes au patronat, Hollande et son gouvernement n'hésitent pas. De l'argent, il y en a.

Rien n'empêcherait d'utiliser ces milliards pour construire les centaines de milliers de logements nécessaires... sans oublier de réquisitionner et de rénover des centaines de milliers d'autres lorsqu'ils sont laissés vides par leurs propriétaires.

QUAND NISSAN PIÉTINE LES DROITS SYNDICAUX

Côté face, Ghosn est le Président - Directeur Général de Renault qui impose, au moyen d'un chantage aux fermetures d'établissements, un accord pourri qui entérine destructions d'emplois, gel des salaires et augmentation du temps de travail.

Côté pile, le même Ghosn est le Président - Directeur Général de Nissan, responsable de la chasse aux syndicats dans ses usines aux Etats-Unis. Là-bas, Nissan refuse aux travailleurs le droit à une élection syndicale équitable dans son usine du Mississippi et mène une campagne de peur pour empêcher les salariés de former un syndicat.

Pour parvenir à son but, le constructeur ne recule devant aucun moyen : organisation de réunions antisyndicales et de tables rondes visant à instituer un climat de peur, projection de vidéos antisyndicales pendant le travail sur des écrans installés dans toute l'entreprise, chantage à la fermeture et aux mises à pied si les salariés se syndiquent.

Une politique qui n'est pas s'en rappeler l'offensive du patron de Fiat, excluant de ses établissements les syndicats refusant de signer des accords démentelant les garanties collectives des travailleurs.

Pourtant, en 2004, Renault avait signé avec les organisations syndicales une «Déclaration des droits fondamentaux» qu'il s'était engagé à respecter dans l'ensemble de ses implantations dans le monde... à l'exclusion de Nissan, c'est vrai !

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.N.P.S. - ne pas jeter sur la voie publique